

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Renouvellement de la Politique canadienne du sport

Table ronde sur le sport,
les femmes et les filles

Sport Canada

Toronto (Ontario) – 7 juillet 2011

Table des matières

Introduction	3
Ce que nous avons entendu jusqu'à présent	3
Commentaires généraux.....	4
Thèmes	5
Conclusion.....	8
Participant·es à la table ronde	9

Les opinions exposées ci-dessous ont été exprimées par les participants à la réunion. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de Sport Canada ou du gouvernement du Canada.

Introduction

Certains segments de la population se butent à des difficultés lorsqu'il s'agit de participer à un sport et, une fois qu'ils y parviennent, de saisir les occasions qu'offre ce sport. Dans le cadre du processus visant à renouveler la Politique canadienne du sport (PCS), Sport Canada a animé diverses tables rondes pour cerner les enjeux stratégiques qui se rattachent aux sports pour les femmes et les filles, les personnes handicapées, les Autochtones et les collectivités ethnoculturelles diversifiées de plus en plus nombreuses au Canada.

Sport Canada a travaillé de concert avec des leaders de chacun des segments de la population afin de désigner, pour chaque table ronde, de huit à dix représentants ayant les connaissances et l'expérience requises pour contribuer à la discussion. Les personnes participantes ont été informées que, bien qu'elles aient pu prendre part à d'autres consultations sur la PCS ou compléter le sondage en ligne, l'objectif de la table ronde était de mettre l'accent sur les questions qui touchent directement leur population et qui, à leur avis, devraient être prises en considération lors du renouvellement de la PCS. Le présent rapport expose les résultats de la table ronde sur le sport pour les femmes et les filles tenue à Toronto, le 7 juillet 2011. La liste des participantes est jointe à la fin du rapport.

Ce que nous avons entendu jusqu'à présent

La table ronde a débuté avec une présentation des résultats des consultations relatives à l'évaluation et au renouvellement de la PCS, pour ce qui est des femmes et des filles. Il y a ensuite eu une discussion sur ces résultats.

Les participantes n'ont pas été surprises d'entendre que les efforts visant à accroître la participation dans les sports dans le cadre de la politique de 2002 accusaient un certain retard par rapport à l'excellence, cette dernière ayant clairement été le point central au cours de la dernière décennie. Les participantes sont d'avis qu'une plus grande emphase devrait être mise sur l'éducation, au cours de la prochaine décennie, pour informer les citoyens et les organisations de la façon dont ils peuvent mettre en œuvre les objectifs de participation de la politique. Le modèle « Au Canada, le sport c'est pour la vie » offre une orientation nouvelle et différente, qui comprend la notion suivant laquelle le sport se pratique toute la vie. Pour les femmes et les filles, les occasions de participation dans les sports se sont accrues puisque davantage d'organisations sportives offrent des programmes qui leur sont destinés. On reconnaît toutefois que les taux de participation globaux continuent de baisser et que les femmes et les filles ont encore des taux de participation inférieurs à ceux des hommes et des garçons. Malgré les occasions plus nombreuses qui s'offrent aux athlètes féminines ou participantes, il n'y a pas eu de progrès – ou très peu – pour ce qui est d'augmenter la participation des femmes dans des rôles de leadership, à titre d'entraîneuses, d'officielles, d'administratrices ou d'animatrices bénévoles.

Les participantes ont été consternées d'apprendre que les consultations menées à ce jour avaient révélé que les politiques en matière d'équité représentaient un domaine du système de développement du sport dans lequel les programmes étaient jugés suffisants. Elles se souciaient du fait que cela pourrait suggérer que les questions entourant les femmes et les filles n'étaient plus une des préoccupations de la communauté sportive, que les femmes auraient atteint la parité avec les hommes et que le système sportif pouvait passer à de nouveaux défis.

Commentaires généraux

En ce qui concerne la nouvelle politique, le libellé devrait précisément faire mention des femmes et des filles. La politique devrait clairement démontrer l'importance de la participation des hommes et des femmes. Il faut prendre garde d'isoler des groupes cibles, de les mettre à part des autres. Les organisations sportives doivent promouvoir la participation des femmes dans différents rôles et à tous les niveaux du système sportif. Cela devrait être un objectif fondamental, et non une considération d'ordre secondaire ou supplémentaire.

L'importance de la représentation dans les conseils d'administration et du recrutement sans distinction de sexe dans des postes de leadership a été soulignée. Il a été suggéré que pour qu'une voix soit entendue efficacement, il doit y avoir une représentation minimale de 30 %. Les participantes ont précisé que les recherches ont démontré qu'une plus grande mixité au sein des conseils d'administration entraînait un meilleur processus décisionnel et, dans le secteur privé, une plus grande rentabilité. Le secteur privé a reconnu la valeur des femmes en tant que leaders, employées et consommatrices. Les participantes se sont demandées pourquoi le sport, qui s'efforce d'être à la fine pointe, accuse un retard par rapport à d'autres secteurs sur le plan de la mixité. De l'avis des participantes, une plus grande réussite internationale pour le Canada requiert une plus grande réussite pour les hommes et pour les femmes.

Les participantes étaient d'avis que la politique devrait mettre l'accent sur l'équité des sexes au niveau de la régie des sports, et non pas seulement dans le champ de jeu. Lorsqu'une organisation obtient des fonds publics, les gouvernements sont tenus de s'assurer que l'équité des sexes au sein de son conseil d'administration est juste et raisonnable. Les bailleurs de fonds publics devraient faire un meilleur usage des incitatifs financiers et des sanctions pécuniaires afin d'atteindre l'équité des sexes dans le sport. Le gouvernement pourrait utiliser un comité de révision, semblable au modèle « À nous le podium », afin d'examiner le rendement organisationnel des organisations financées.

Le gouvernement devrait être cohérent sur le plan de l'application des normes attendues pour les organisations financées. Entre autres exemples, on devrait, à l'échelon fédéral, être aussi exigeant pour l'équité des sexes que pour les langues officielles. Cette approche doit toutefois être adoptée à l'échelle du système, et non pas simplement au niveau fédéral.

Autres commentaires généraux :

- Les organisations sportives élaborent souvent de bons plans, mais elles ne sont pas en mesure de les mettre en œuvre.
- L'utilisation courante de l'expression « du terrain de jeu au podium » pose problème puisqu'elle est trop restrictive. Le but n'est pas nécessairement le podium; le but est le sport pour la vie. Le libellé de la politique devrait refléter les nombreux aspects d'une participation toute la vie durant.
- Il faut mettre tout autant l'accent sur l'éducation et la sensibilisation que sur les programmes.
- Il faut continuer d'améliorer les liens fédéraux et provinciaux.
- Le système doit mieux soutenir les collectivités. Le système sportif doit travailler plus étroitement avec la Fédération canadienne des municipalités et à l'échelle locale avec les écoles, les clubs et les administrations municipales.
- Pour plusieurs organisations, aborder la question de l'intégration des nouveaux arrivants prime sur la question de l'équité entre les sexes. De plus, les organisations ne réalisent pas que les enjeux des nouveaux arrivants peuvent aussi englober les enjeux d'équité.

Thèmes

La discussion s'est poursuivie et les commentaires ont été regroupés en un certain nombre de thèmes.

1. Philosophie et culture

- il y a un besoin de changer la culture du sport afin que l'équité des sexes soit la norme
- le leadership doit être perçu comme étant exercé par des hommes et des femmes
- la nouvelle politique doit faire précisément mention des femmes et des filles puisque ces dernières ne sont pas actuellement entièrement représentées, surtout dans les postes de leadership
- la politique peut aider à créer un environnement convivial pour les femmes en traitant de questions telles que l'homophobie, l'hypersexualisation des femmes, le harcèlement et la vérification des sexes

2. Données

- il y a un besoin d'investir davantage dans la collecte de données (participation, leadership, officiels et entraîneurs)
- la collecte des données doit être mieux coordonnée (en déterminant qui recueille quoi) afin que des données communes et cohérentes soient recueillies à tous les niveaux
- il faut donner un accès plus vaste et facile aux données en établissant par exemple une base de données nationale à laquelle les organisations financées seraient tenues de contribuer
- il faudrait s'efforcer de mettre en place un tel système de collecte et de distribution des données d'ici trois ans (décembre 2014)

3. Gouvernance

- comme les structures de gouvernance sont essentielles au changement ou à l'influence, les femmes doivent y être représentées
- les organisations sportives devraient avoir des comités de mise en candidature pour les conseils d'administration
- les femmes devraient siéger aux conseils d'administration à raison d'un taux de représentation de 50 % (une véritable équité des sexes)
- le principe d'un conseil d'administration représentatif ne devrait pas servir d'excuse pour exclure les femmes
- le mandat des membres d'un conseil d'administration devrait être limité
- les organisations devraient avoir des règlements administratifs sur le harcèlement, l'homophobie, la représentation équitable des sexes dans les plans de marketing et de promotion et les articles dans les médias, l'équité dans le champ de jeu et l'envoi de représentants masculins et féminins en tant que délégués votants aux réunions où des décisions clés sont prises

4. Leadership technique

- il faut davantage s'efforcer de remédier au manque de femmes dans les postes de leadership (administrateurs sportifs, personnel dirigeant, entraîneurs, officiels et personnel de soutien des équipes)
- cet objectif devrait être lié aux cadres de financement et de responsabilisation des gouvernements
- afin de recruter davantage de femmes dans des postes de leadership, plus d'efforts et de mesures de soutien doivent être mis de l'avant pour accroître la capacité des femmes dirigeantes

5. Participation

- il faut continuer d'accroître les occasions pour les femmes et les filles au moyen de l'amélioration des occasions existantes et de la création de nouvelles occasions
- la communauté sportive doit davantage reconnaître que des efforts supplémentaires doivent être déployés pour accroître la participation des femmes
- il faut continuer d'atténuer le problème lié à l'accès aux installations pour les femmes et les filles, c'est-à-dire la question des attributions historiques
- les obstacles sont bien connus et doivent être éliminés (par exemple la question des coûts, tout particulièrement pour les chefs de famille monoparentale, et la question du temps, notamment en ce qui concerne les services de garde) et il faut clairement établir que les hommes tireront également profit de l'élimination de ces obstacles
- il faut identifier et mettre en valeur davantage de modèles féminins

6. Responsabilisation

- la question de l'appartenance et de l'obligation de rendre compte est fondamentale

- il faut mettre en place des mesures qui obligent les organisations qui obtiennent un financement de base du gouvernement à offrir et à soutenir des occasions équitables
- le financement devrait être lié à un rendement ou à des réalisations vraiment dynamiques
- il faut établir des incitatifs fondés sur un pourcentage du financement global pour l'atteinte des objectifs, et des sanctions pécuniaires dans le cas contraire (réduction du financement)
- il faudrait mettre sur pied un comité de révision composé d'experts qui ferait une vérification régulière des programmes

7. Structures de soutien

- il faut mettre en place des structures de soutien pour permettre aux femmes de participer davantage au système sportif (par exemple, prestation de soins, politiques sur les déplacements et mentorat)
- les gouvernements doivent faire de ces structures de soutien des dépenses admissibles et peut-être mettre de côté une enveloppe de financement distincte à cet effet
- les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux doivent désigner des personnes responsables du dossier des femmes dans le sport
- l'établissement de ces structures de soutien devrait faire partie intégrante des objectifs des organisations sportives

8. Éducation et sensibilisation

- il importe de favoriser une meilleure compréhension des raisons pour lesquelles les objectifs visant les femmes dans le sport sont importants et avantageux pour les Canadiens et les intervenants du domaine des sports
- il faut passer d'un argument moral pour la participation des femmes à un argument d'affaires clair qui démontre qu'il est dans le meilleur intérêt de l'organisation de miser sur les connaissances et les compétences des femmes
- il faut mieux communiquer les données qui montrent le statut des femmes dans le système sportif, notamment le fait que malgré les politiques sur l'équité, cette dernière n'a pas été atteinte

9. Diversité

- le Canada s'est engagé à l'égard d'une société diversifiée, inclusive et accueillante
- l'équité des sexes est une valeur canadienne qui doit se refléter dans le sport
- le sport accuse un retard par rapport à la société en ce qui concerne sa reconnaissance des avantages de l'équité des sexes
- les gens doivent peut-être mieux comprendre le caractère nécessaire et les avantages de la diversité avant de pouvoir comprendre le caractère nécessaire et les avantages de l'équité des sexes

- la Politique concernant le sport pour les femmes et les filles de Sport Canada utilise un langage approprié et progressif en matière de diversité qui pourrait être utilisé dans la PCS

10. Argumentaire

- la politique devrait préciser les raisons pour lesquelles l'équité des sexes améliore le rendement d'une organisation sur le plan de l'atteinte de ses objectifs
- une plus grande participation des femmes élargit la gamme des idées, permet une meilleure représentation de l'auditoire et augmente le bassin de bénévoles
- il faut utiliser les recherches disponibles (entre autres exemples, une recherche du secteur privé démontre que les entreprises qui ont augmenté à plus de 30 % le pourcentage de femmes sur leur conseil d'administration sont très performantes)
- le message fondamental est de ne pas ignorer les femmes et les filles, qui représentent 50 % de la population

11. Mobilisation

- il faut mobiliser de multiples partenaires dans le système sportif afin de mettre de l'avant la participation pleine et entière des femmes et des filles en vue d'atteindre les objectifs de la PCS
- la participation pleine et active des femmes et des filles dans le sport est la responsabilité de tous
- la mobilisation devrait être un des principes directeurs de la politique
- la mobilisation est synonyme d'engagement, c'est-à-dire que tous participent à la recherche d'une solution
- il faut aller au-delà du secteur traditionnel des sports pour accroître la mobilisation

Conclusion

Les femmes et les filles doivent être incluses dans la formulation de la politique, et cette dernière doit insister sur le fait que toutes les organisations doivent s'engager à l'égard de l'équité des sexes. Il faut reconnaître que la création d'une politique qui favorise une plus grande participation des femmes et des filles dans le sport n'est pas une fin, mais plutôt un commencement. La mise en œuvre est un élément essentiel. Les participantes ont noté que des travaux considérables ont été effectués dans le cadre de l'élaboration de la Politique concernant le sport pour les femmes et les filles de Sport Canada et que ces travaux ont donné lieu à de formidables idées et à une information sur laquelle miser. Les participantes ont clairement exprimé que les gouvernements devraient tenir les organisations financées responsables de l'équité des sexes en établissant des indicateurs clairs et des conséquences en cas de non-rendement qui soient appliquées avec rigueur. La participation pleine et équitable des femmes et des filles dans tous les rôles et à tous les niveaux du sport renforce le sport, est conforme aux valeurs canadiennes et devrait être la norme, et non pas une lutte continue.

Participant^{es} à la table ronde

Sport Canada souhaite remercier les femmes suivantes qui ont mis de côté leurs horaires chargés pour apporter à cette table ronde une passion, une expérience et des connaissances considérables :

- Phyllis Berck – (Toronto) ancienne présidente de l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique (ACAFS), porte-parole Les femmes dans le sport
- Sheilagh Croxon – (Toronto) Association canadienne des entraîneurs (ACE), programme Les entraîneures
- Martha Deacon – (Kitchener/Waterloo) présidente du Comité pour les femmes dans le sport du Comité olympique canadien (COC), Jeux du Commonwealth, badminton
- Lori Johnstone – (Fredericton) rédactrice du Modèle de développement à long terme des athlètes (MDLTA) de l'ACAFS, ancienne présidente d'AthlètesCAN et conseillère du ministre responsable des sports, athlète
- Nancy Lee – (Toronto) Les femmes dans les médias sportifs, Femmes et leadership, membre du Conseil d'administration de l'ACAFS
- Karin Lofstrom – (Ottawa) directrice administrative de l'ACAFS, Association internationale d'éducation physique et sportive féminine (AIEPSF)
- Dru Marshall – (Edmonton) entraîneure, professeure à l'université, chercheuse, programme Les entraîneures, présidente de l'ACAFS
- Jasmine Northcott – (Ottawa) AthlètesCAN, membre du Conseil d'administration de l'ACAFS